

Article de fond

Réduction des émissions occasionnées par la déforestation et la dégradation des forêts (REDD) et lutte contre la pauvreté

En décembre 2005, la Conférence des parties (CdP) à la convention-cadre sur le changement climatique (CCNUCC) a lancé un processus visant à examiner des options possibles pour réduire les émissions de carbone dues à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD). La prochaine CdP prendra des décisions au sujet des questions clés relatives à la REDD (instruments politiques et incitations positives, principes généraux, exigences techniques et méthodologiques, options financières, etc.). Les émissions résultant de changements dans l'utilisation des terres représentent 20–25% du total des émissions anthropogéniques, dont 90% dans les pays tropicaux. Entre 2000 et 2005, la conversion de terres boisées pour d'autres utilisations, soit l'équivalent de 11,3 millions d'hectares de forêt perdus par année, a occasionné 4,2 GtCO₂e.

Les causes de la déforestation sont fort différentes selon la région et les conditions socio-économiques. Une distinction peut être établie entre les causes directes (besoin de terre agricole, surexploitation forestière d'abattage, infrastructures de construction) et les causes indirectes comme des facteurs politiques et institutionnels, économiques, technologiques, culturels et démographiques.

Sans compter les conditions préalables favorables ou défavorables sur les plans social et topographique. Malgré la divergence des opinions sur la conversion de forêts, la déforestation n'est pas toujours à bannir. Vu la pression sociale et économique, il est inévitable que des portions substantielles de zones forestières soient converties à des fins agricoles ou à d'autres usages. La déforestation peut ainsi être un élément à part entière du développement économique et social et, en tant que tel, souhaitable dans de nombreuses circonstances. Cela dit, il est essentiel de prévenir la déforestation lorsqu'elle n'est pas efficiente du point de vue économique, qu'elle n'est pas durable et représente de ce fait une menace pour la stabilité environnementale, ou qu'elle engendre des inégalités sociales et des conflits.

La déforestation/dégradation des forêts (DD) exerce des effets différents selon que la région est riche ou pauvre en forêts. Des pays riches en forêts comme le Brésil, l'Indonésie, le Soudan, Myanmar ou la République Démocratique du Congo accusent aujourd'hui la plus forte déforestation absolue par année ; ces quatre



*Paysage touché par la déforestation dans l'est du Cambodge. Beaucoup de carbone se perd, alors même que la zone est classée zone forestière.
(Photo : Jürgen Blaser, Intercooperation)*

Article de fond

Réduction des émissions occasionnées par la déforestation et la dégradation des forêts (REDD) et lutte contre la pauvreté	1
---	---

Politique

Le point de vue de la DDC sur la biotechnologie verte	3
« Passer du rouge flamboyant au jaune et au vert »	3
La Chine a redécouvert l'Afrique	4
Les mangroves au service de la protection des côtes marines	4

Mise en œuvre

Partage du savoir au niveau rural	5
Apprendre sur la base des expériences	5
Des cultivateurs de pommes de terre améliorent leurs semences	6

Recherche

La libéralisation du commerce représente un danger pour le sol	7
Économie d'eau dans la culture de riz et de blé au Pakistan	7

Event

L'élevage pris en tenaille entre la lutte contre la pauvreté et la protection du climat	8
---	---

Article de fond

pays totalisent à eux seuls 40% de l'ensemble du couvert forestier tropical et 52% de la déforestation entre 1990 et 2005. Par contre, les pays peu boisés comme le Burundi, le Togo ou le Nigeria ont le taux relatif le plus élevé de déforestation par année. C'est dire que, dans ces pays, la DD a un impact important en termes d'accroissement global de la vulnérabilité des populations pauvres qui dépendent étroitement des écosystèmes forestiers pour leur survie.

Toute approche de REDD doit être nuancée à l'égard des régions où la déforestation est à déconseiller et où elle devrait viser la réduction de la pauvreté des utilisateurs de la forêt. L'approche forestière équitable et durable (committed forest approach) permet de combiner ces priorités, car elle se fonde sur la décision souveraine de chaque pays où la forêt peut servir de réservoir de carbone pour le futur, ainsi que sur la prise en compte des intérêts et besoins prioritaires des acteurs impliqués dans la DD. Cette approche peut en outre contribuer à réduire la déforestation lorsqu'elle ne correspond pas aux priorités du développement, améliorer les conditions de vie des utilisateurs de la forêt affectés par la pauvreté et améliorer à long terme la permanence du carbone dans la biosphère.

La Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), l'Agence de coopération technique

allemande (GTZ) et Intercooperation lancent conjointement un projet-pilote REDD à Madagascar pour tester l'approche forestière engagée. FORECA (Forêt compromise comme réservoir de carbone) vise un triple objectif : faire baisser substantiellement les émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, réduire la pauvreté à l'échelle locale et accroître les capacités institutionnelles aux niveaux national et local. Les premiers résultats de ce projet sont attendus en été 2008.

Le processus en cours en matière de REDD représente clairement l'occasion de promouvoir la gestion durable des forêts et de réduire la pauvreté. Cependant, on ne sait pas encore si ces deux questions seront retenues comme principes directeurs dans le processus de décision internationale sous l'égide de la CCNUCC.

SOURCE

Developments in UNFCCC/IPCC Discussions Regarding Reducing Emissions From Forest Degradation and Deforestation And Implications For Tropical Forests And Tropical Timber Producers. Prepared for ITTO by Carmenza Robledo and Omar Masera. 2007. 63 p. www.itto.or.jp/live/Live_Server/3227/E-C42-9.zip

Le point de vue de la DDC sur la biotechnologie verte

La culture de plantes vivrières génétiquement modifiées a fortement augmenté, surtout dans les pays émergents. Parallèlement, les scientifiques planchent sur de nouvelles possibilités d'utilisation de la biotechnologie verte. Des institutions publiques investissent aussi dans ce domaine, notamment dans le but d'améliorer les plantes locales pour les paysans pauvres. En outre, de nombreux pays en développement sont en train d'aménager leur politique en la matière. Tous ces développements ont incité la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) à formuler une prise de position sur la biotechnologie verte et ses applications.

La DDC estime que les plantes génétiquement modifiées peuvent tout à fait, dans des circonstances précises, contribuer à un développement rural durable. Elle souligne la nécessité d'examiner individuellement

tous les projets correspondants. Ceux-ci ne peuvent être utiles que s'ils favorisent la sécurité alimentaire, se focalisent sur les moyens d'existence des petits paysans, favorisent le libre accès aux ressources phylogénétiques et garantissent la biosécurité. La décision politique de recourir aux biotechnologies doit être laissée aux pays en développement eux-mêmes. La DDC voit son engagement dans le soutien aux débats et aux processus de décision participatifs. En outre, elle peut investir dans la formation en matière de biosécurité, l'examen de la durabilité et la recherche publique en agriculture.

SOURCE

Directives de la DDC concernant la biotechnologie verte. Direction du développement et de la coopération (DDC). Août 2007. Contact: Katharina.Jenny@deza.admin.ch

« Passer du rouge flamboyant au jaune et au vert »

Les résultats de l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire ne laissent planer aucun doute : il faut agir, et maintenant. Quinze des 24 services écosystémiques analysés sont dégradés ou ne sont pas utilisés de manière durable, cinq peuvent être qualifiés de stables et seuls quatre ont été améliorés.

Des experts ont élaboré un agenda articulé autour de cinq domaines d'action : améliorer les informations sur les services des écosystèmes, ainsi que leur usage ; renforcer les droits des populations locales sur les ressources naturelles ; intégrer différentes échelles et espaces-temps dans l'exploitation des services écosystémiques ; améliorer la redevabilité (accountability) des décideurs ; créer des incitations économiques et financières pour encourager la préservation des écosystèmes. Des exemples concrets comme la « Action Impact Matrix » donnent plusieurs pistes possibles pour aménager durablement l'exploitation des écosystèmes.

Mais pour que l'agenda proposé ne reste pas lettre morte, il est impératif d'innover au niveau des institutions. Les auteurs font des propositions pour de nouvelles formes institutionnelles. Et dans la dernière partie du rapport, ils mettent en exergue les responsabilités de la société civile, de l'économie privée, de la communauté des chercheurs ainsi que des gouvernements aux niveaux national et international.

SOURCE

Restoring Nature's Capital: An Action Agenda to Sustain Ecosystem Services. Frances Irwin, Janet Ranganathan. WRI. 2007. 87 p. www.wri.org/biodiv/pubs_description.cfm?pid=4309

La Chine a redécouvert l'Afrique

L'Empire du Milieu a mis le cap économique sur l'Afrique, toutes voiles dehors. Avançant à une vitesse fulgurante sur la voie de l'économie de marché socialiste – développement qui va de pair avec un énorme besoin de matières premières –, la Chine prend pied, fermement, sur le continent africain. Et là où le secteur privé réussit son expansion, le secteur bancaire suit. Aujourd'hui déjà, les banques chinoises sont les principaux instituts de crédit étrangers en Afrique et leur rôle en tant que moteur du développement est indéniable.

Friends of the Earth US (FoE) s'est penché sur diverses questions pressantes liées à cette évolution. Dans son étude *Time to go Green*, FoE prend sous la loupe les normes écologiques devant être remplies dans le cadre du financement de projets. Le rapport analyse dix banques chinoises actives sur le continent africain, parmi lesquelles la Banque nationale chinoise et quatre des

principales banques commerciales. Seules deux banques, à savoir la banque chinoise du développement et la banque chinoise d'import-export, ont publié des normes écologiques relatives au financement. C'est dire qu'en Chine, la prise en compte des intérêts environnementaux est encore considérée, non pas comme une évidence, mais plutôt comme un geste à bien plaisir. Cependant, selon FoE, plusieurs ONG importantes et des régulateurs de banques s'emploient à sensibiliser les décideurs financiers à la dimension écologique.

SOURCE

Time to Go Green – Environmental Responsibility in the Chinese Banking Sector. Michelle Chan-Fishel. Friends of the Earth and Bank Track. May 2007. 102 p.
www.foe.org/pdf/Chinese_Bank_Report_5-9-07.pdf

Les mangroves au service de la protection des côtes marines

Au niveau mondial, 35% de la superficie de mangroves ont disparu, notamment par l'aquaculture et l'extraction de bois ; dans certains pays, cette perte s'élève à 80%. Un tel écosystème qui ne peut plus fournir ses services écologiques (protection des côtes contre les inondations, réduction de l'érosion du sol, stabilisation par la sédimentation, etc.), engendre un coût social et économique. Par ailleurs, les mangroves fournissent une grande variété de produits traditionnels et de produits ligneux. Suite au Tsunami en décembre 2004, l'attention s'est portée sur la vulnérabilité des écosystèmes côtiers et le danger de la sous-estimer. Restaurer une forêt de mangroves qui présente une diversité biologique complète est un processus long et complexe.

Dans ce contexte, une gestion intégrée devra considérer la relation entre les impacts sur les côtes et la gestion des bassins versants. Elle prendra également en

compte la résilience des mangroves, la mitigation des impacts dus au réchauffement global, ainsi que le coût de maintien de l'écosystème.

Cette publication aidera politiciens et décideurs à comprendre l'enjeu des habitats côtiers et leur montrera les rôles que ces écosystèmes jouent dans le maintien des moyens d'existence des populations touchées par des événements naturels extrêmes.

SOURCE

In the front line: Shoreline protection and other ecosystem services from mangroves and coral reefs. UNEP-WCMC. 2006. 36 p.
http://sea.unep-wcmc.org/resources/PDFs/In_the_front_line.pdf



Plantation pour réhabiliter la mangrove en vue d'améliorer la protection de la côte, District de Deli Serdang, Nord Sumatra, Indonésie.

(Photo: James Gasana, Intercooperation)

Partage du savoir au niveau rural

Sous la mainmise du modèle de production agro-industriel, beaucoup de savoir traditionnel s'est perdu, souvent par complexe face au modèle dominant venant de l'extérieur. De même, pour contribuer positivement à un projet rural, l'usage des technologies de l'information a besoin de s'ancrer dans le système qui génère le savoir de la communauté, dans ses valeurs et sa culture.

Cet ouvrage constitue le fruit d'un atelier d'échanges de connaissances pour le développement communautaire rural, tenu en Equateur en 2006. Ainsi, dans la vallée de Huaral au Pérou, le Système d'Information Agraire réussit à systématiser et partager l'information pertinente pour les quelque 6'000 agriculteurs de la zone. Il s'est construit sur un diagnostic d'identification de l'information utile aux agriculteurs (que semer ?, à quel prix vendre ?, à quelles institutions financières se référer ?, quantité d'hectares de telle culture dans la zone,

moments des semis et des récoltes, etc.). Des membres de la communauté ont suivi des formations d'utilisation de l'Internet et de logiciels libres. La durabilité de cette infrastructure est assurée par les télécentres.

Pour assurer son intégration dans le contexte, le Système d'Information Agraire compte installer une diffusion de ces informations également par émission radiophonique et bulletins.

SOURCE

Compartir conocimientos para el desarrollo rural: retos, experiencias y métodos. Sally Burch. Agencia Latinoamericana de Información. Enero 2007. 139 p.
<http://alainet.org/publica/compartir/tss-w.pdf>

Apprendre sur la base des expériences

Les expériences récoltées sur le terrain sont généralement peu analysées et documentées. Elles constituent pourtant un précieux stock de connaissances et compétences, mais dont ne profitent que de rares personnes.

Se fondant sur ses expériences et sur les résultats d'un projet-pilote mené au Pérou, le *Centre for Information on Low External Input and Sustainable Agriculture ILEIA* a développé une méthode simple qui permet de documenter les expériences pratiques de manière optimale. La publication *Learning from Experience* présente cette méthode de manière concise et clairement structurée. Les principales conditions et étapes de travail sont expliquées, l'accent étant mis sur la mise en œuvre. L'utilisateur a la possibilité d'ajuster la méthode à sa situation.

La méthode a des objectifs ambitieux : elle veut stimuler la réflexion et le processus d'apprentissage au sein des différents groupes d'acteurs, améliorer les compétences des institutions et servir de référence à d'autres intéressés. Mais pour les atteindre, il faut des ressources suffisantes afin d'aiguiller le processus dans la bonne voie dès le début, ainsi qu'un engagement soutenu des décideurs.

SOURCE

Learning from experience. A manual for organising, analysing and documenting field based information. Jorge Chavez-Tafur et al. ILEIA. 2007. 46 p.
<http://documentation.leisa.info/introduction/Documentation%20Manual.pdf>

Des cultivateurs de pommes de terre améliorent leurs semences

En Afrique subsaharienne, les petits paysans n'ont généralement pas les moyens d'acheter des pommes de terre de semences produites à l'échelle commerciale et utilisent donc celles provenant de leur propre culture. Mais les plants de pommes de terre peuvent être sujets à diverses maladies bactériennes, virales ou mycosiques qui, si elles ne sont pas décelées, risquent de contaminer les tubercules. Or, des plants de qualité sont indispensables pour une bonne récolte.

Un manuel didactique explique comment les paysans peuvent apprendre à reconnaître les maladies et à sélectionner les meilleures plantes de pommes de terre pour en tirer les semences (sélection positive). Cet enseignement s'adresse à des groupes de paysans et comporte principalement des exercices pratiques sur le terrain. Il s'appuie sur un essai en plein champ de neuf mois, pendant lequel les pratiques traditionnelles des paysans

sont comparées avec les méthodes de la sélection positive. L'investissement en temps requis pour appliquer cette méthode n'est pas énorme pour les paysans et les résultats sont tangibles. Il ressort des expériences, que la sélection positive a permis d'augmenter la récolte de 30% en moyenne dès la première saison. Clairement axé sur les besoins des petits paysans, ce support de cours peut être utilisé dans différents contextes.

SOURCE

Select the Best: Positive selection to improve farm saved seed potatoes: Trainers manual. Peter Gildemacher, Paul Demo, Peter Kinyae, Mercy Wakahiu, Moses Nyongesa, Thomas Zschocke. International Potato Center (CIP). 2007. 126 p. www.cipotato.org/publications/pdf/003812.pdf



Un groupe de paysans récoltant des pommes de terre dans le cadre d'un essai-pilote de sélection positive, Njoro, Kenya. (Photo : P. Gildemacher)

La libéralisation du commerce représente un danger pour le sol

Une étude de la CNUCED de 2004 arrive à la conclusion que la libéralisation du commerce ne peut freiner que dans une très faible mesure l'extrême pauvreté dans les pays les moins développés : 471 millions de personnes vivraient dans l'extrême pauvreté en 2015 sans libéralisation, comparé à 463 millions de personnes avec libéralisation.

Sur cette toile de fond, K. Savagado aborde un aspect qui n'a été que peu traité dans le débat sur la libéralisation. Il démontre que, dans un contexte de marché libre, les paysans pauvres n'ont plus guère les moyens d'investir dans des mesures de conservation du sol. Il s'ensuit une dégradation des sols, qui entraîne à son tour une détérioration des moyens d'existence de la génération suivante, et partant, une inégalité entre les générations, ce que Savagado appelle la « tragédie *intergénérationnelle* des biens communs ».

Il souligne l'importance de mesures politiques, comme la promotion du commerce interrégional ou l'exemp-

tion de taxes sur les produits d'exportation agricoles. En outre, les pays les moins développés devraient se concentrer davantage sur des produits de niche. Après une baisse sensible des investissements des États et des agences de coopération au développement dans l'agriculture ces dernières années, l'auteur voit ici un nouveau champ d'action.

SOURCE

Poverty, Land Conservation and Trade Liberalization. K. Savagado. 2007. 67–86 pp. In: *Agricultural Trade Liberalization and the Least Developed Countries.* Niek Koning and Per Pinstrup-Andersen (eds). Wageningen UR Frontis Series Vol 19. 2007. <http://library.wur.nl/frontis/>, cliquer sur volume 19, puis sur 'table of contents'

Économie d'eau dans la culture de riz et de blé au Pakistan

Grâce à des technologies de conservation des ressources comme le « tillage zéro » ou le nivellement des champs assisté par laser, les paysans pakistanais du Punjab peuvent économiser de l'eau. Parallèlement, ils améliorent le rendement de leurs cultures irriguées (riz/blé et canne-à-sucre/blé) et réduisent leurs coûts de production. D'un autre côté, les moyennes et grandes exploitations ont profité de ces économies pour étendre les surfaces cultivées et irriguées avec, comme corollaire, une plus grande consommation d'eau de canal et une baisse du niveau de la nappe phréatique. Les auteurs sont mitigés quant à l'impact positif d'un système d'irrigation optimisé sur la quantité totale d'eau consommée dans un bassin versant. Ils soulignent l'importance essentielle d'une approche intégrée pour la conservation des ressources hydriques dans une région. Certes, des technologies d'économie d'eau peuvent aug-

menter le rendement de plantes utiles par unité d'eau. Mais pour que cette amélioration n'induisse pas en même temps une hausse de la consommation d'eau, il faut des réglementations institutionnelles, tant pour l'utilisation des eaux de surface que pour celle des eaux souterraines. Bref, concluent-ils, une meilleure efficacité n'est pas automatiquement synonyme d'économie durable.

SOURCE

Water Saving Technologies: Myths and Realities Revealed in Pakistan's Rice-Wheat Systems. Mobin-ud-Din Ahamd, Hugh Turrall, Ilyas Masih, Mark Giordano and Zubair Masood. Research Report 108. International Water Management Institute. 2007. 25 p. www.iwmi.cgiar.org/pubs/PUB108/RR%20108_low%20res.pdf

L'élevage pris en tenaille entre la lutte contre la pauvreté et la protection du climat

Lors d'une semaine consacrée à l'élevage, des experts ont analysé le rôle de ce secteur dans les contextes du combat contre la pauvreté et du réchauffement climatique. La semaine a notamment servi de cadre à une rencontre de « l'Inter-Agency Donor Group (IADG) », un groupe informel d'experts en matière d'élevage, ainsi qu'à la présentation de l'ouvrage « Livestock's long shadow » suivie d'une discussion critique.

Le livre explique comment l'élevage contribue au changement climatique, p. ex. via les émissions de méthane des ruminants ou via la conversion de zones boisées en terres de pâture. Vu la croissance soutenue de produits animaux, les auteurs préconisent une intensification de la production animale. De son côté, l'IADG relève en premier lieu le rôle positif de l'élevage comme moyen de réduire la pauvreté. Ainsi, la consommation directe de produits animaux par les familles d'éleveurs a des effets positifs sur l'alimentation et la santé. Mais les paysans pauvres sont les premiers affectés par le changement climatique.

La recherche de nouvelles approches ne devrait pas mettre en concurrence la lutte contre la pauvreté et la protection du climat au détriment des pauvres. Pour l'IADG, il ne s'agit pas seulement d'élaborer des stratégies d'adaptation au changement climatique, mais aussi de chercher des solutions pour diminuer les émissions et créer des emplois en dehors de l'élevage.

SOURCES

Livestock's long shadow: Environmental issues and options. H. Steinfeld, P. Gerber, T. Wassenaar, V. Castel, M. Rosales, C. de Haan. LEAD / FAO. 2006. 408 p.

www.virtualcentre.org/en/library/key_pub/longshad/A0701E00.htm

Pour plus d'informations sur la rencontre de la IADG : <http://lri.virtualcentre.org> ou: fritz.schneider@shl.bfh.ch, felix.bachmann@shl.bfh.ch



Grâce à l'élevage, les paysans (ici au Bangladesh) peuvent améliorer leur alimentation et réaliser un revenu supplémentaire. (Photo : Annet Witteveen, Intercooperation)

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut être commandé à l'adresse à droite.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale.

Equipe de rédaction :
Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach, Felix Hintermann

Traduction française :
Clara Wubbe, Transit TXT

Mise en page :
Ana María Hintermann-Villamil, webhint.ch

Impression :
Schlaefli & Maurer AG

Contact :
InfoResources
Länggasse 85
CH-3052 Zollikofen,
Suisse
Tel. : +41 31 910 21 91
Fax : +41 31 910 21 54
info@inforesources.ch
www.inforesources.ch

InfoResources est composé des trois services d'information : InfoForest / Intercooperation, Infothèque CDE et InfoAgrar / Haute école suisse d'agronomie.

InfoResources est financé par :



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

inter
cooperation

cde centre for
development and
environment

Bern University of Applied Sciences
Swiss College of Agriculture SHL